



Assemblée Générale Mixte du 1e juillet 2015

RAPPORT D'ACTIVITES 2014

Adopté par le Conseil d'administration du 15 avril 2015

Fédération des Epl - 95 rue d'Amsterdam - 75008 Paris - Tél : 01 53 32 22 00 - Fax : 01 53 32 22 22 - lesepl.fr

Sommaire

Préface

Pour m'être investi depuis près de 20 ans dans le mouvement des Entreprises publiques locales, j'ai pleinement conscience de l'importance des enjeux auxquels le mouvement des Epl doit faire face aujourd'hui, alors que la décentralisation est à la croisée des chemins et la contrainte financière de plus en plus importante.

Les chiffres clés et éléments de conjoncture qui figurent au début de ce rapport d'activités attestent combien nos Sociétés, Sem comme Spl, apportent au quotidien la démonstration de leur capacité à réagir, à anticiper et à innover. Je pense notamment à nos initiatives de plus en plus fréquentes en matière de groupes Epl, de diversification d'activités, de rationalisation, d'alliances, et de recomposition de votre actionnariat.

Je pense aussi au rythme annuel de création de nouvelles Epl, qui a doublé depuis 2010. Il résulte non pas d'une atomisation mais de l'appropriation par les collectivités locales de nouveaux champs d'intervention, ou du choix de booster des missions jusqu'alors exercées sous d'autres formes.

Ce dynamisme tient à la mise en place d'une gamme d'outils complémentaires qui garantit à l'économie mixte une polyvalence exceptionnelle qu'est opportunément venue compléter la SemOp en 2014. Il résulte aussi de l'adéquation de nos valeurs d'intérêt général, d'enracinement territorial et de management d'entreprise avec les attentes des élus et des populations. Il tient enfin à la qualité des femmes et des hommes, présidents, directeurs et collaborateurs, qui font vivre au quotidien l'intelligence territoriale.

Notre Fédération se doit d'être le mieux possible à nos côtés pour relever les défis et challenges qui sont les nôtres. Pour cette raison, j'entends pleinement inscrire mon action dans le cadre du plan stratégique Epl Territoires 2020, qui résulte de la prise en compte de vos messages, et dont vous avez confirmé le bien fondé à l'occasion des assises régionales qui ont irrigué tout le territoire au cours du mois de septembre 2014. D'autant plus que les premiers résultats sont au rendez-vous, comme vous pouvez le constater à la lecture de ce rapport d'activités.

J'entends que notre Fédération poursuive son redéploiement pour vous accompagner au mieux dans la préparation de votre avenir.

Comptez sur mon engagement personnel pour que la FedEpl soit offensive au plan politique, astucieuse pour promouvoir la réponse Epl auprès des élus, et pour inscrire la solidarité au cœur du service à l'adhérent.

Jacques CHIRON
Sénateur de l'Isère

Les temps forts 2014…

… 1er trimestre

24 janvier : Cérémonie des vœux de la FedEpl en présence d'**Anne-Marie Escoffier**, ministre déléguée à la décentralisation, et de **Jacques Pélissard**, président de l'Association des maires de France.

27 janvier : Publication de la loi Mapam suivie du lancement d'une étude stratégique pour envisager les différents positionnements des Epl.

6 février : Remise des diplômes à de la promotion Friedensreich Hundertwasser, 2013-2014, d'HEC-Epl Management.

11 mars : Forum de lancement de l'offre d'accompagnement des adhérents au renouvellement comme à l'attribution d'une délégation de service public, suivi d'un cycle de rencontres tout au long de l'année.

11 mars : Audition par le Bureau Paris métropole de la **Fédération régionale des Epl Ile-de-France** qui obtient, avec le soutien de Paris Métropole, son intégration au sein de la mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris.

13 mars : Rendez-vous avec le cabinet du ministre de l'écologie suivi de concertations régulières sur le projet de loi relatif à la transition énergétique avec adoption en 1re lecture à l'Assemblée nationale, puis en 1re lecture au Sénat, d'amendements sécurisant l'intervention des Sem et Spl en matière de tiers financement et de certificats d'économie d'énergie.

24 mars : Publication de la loi Alur. Grâce aux amendements déposés par **Jacques Chiron**, les Sem sont désormais reconnues comme des organismes de logement social à part entière, en particulier en matière de possibilités de rapprochement avec les HLM.

28 mars : Promulgation des directives européennes sur les concessions et les marchés qui, conformément au souhait du Bureau de la FedEpl, consacrent la nécessité d'un droit des concessions distinct de celui des marchés publics, et consolident le in house.

… 2e trimestre

3 avril : Rencontre Epl Expertise sur le projet de loi Mapam, en présence de 80 participants.

10 avril : Rencontre Epl Expertise sur le projet de loi Alur, en présence de 120 participants.

30 avril : Auditions de quatre candidats aux européennes sur le thème « Les services d'intérêt général entre crises et relance économique ».

Mai : Résultats de l'enquête sur l'emploi dans les Epl : 8 100 recrutements en 2013 par les Epl, dont 600 emplois d'avenir.

7 mai : L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité et avec le soutien du gouvernement la proposition de loi sur les Sociétés d'économie mixte à opération unique (SemOp).

14 mai : Le Bureau adopte une motion sur le positionnement des Epl dans le cadre de la loi Mapam qui sera diffusée en juin aux présidents des 14 métropoles et aux dirigeants de toutes les Epl concernées.

15 mai : Rencontre Epl Expertise sur le thème des directives européennes marchés et concessions rassemblant 90 participants.

21 mai : Jean-Léonce Dupont rencontre **André Vallini**, secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale, à propos de l'impact sur les Epl de la loi NOTRe et de la proposition de loi sur les SemOp.

18 juin : Adoption de la loi relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises qui donne naissance au contrat de revitalisation artisanale et commerciale, porté par la Fédération des Epl.

24 juin : Rendez-vous avec le cabinet de la secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie sociale et solidaire sur les conditions de mise en œuvre du contrat de revitalisation artisanale et commerciale.

27 juin : La Fédération régionale des Epl de Bourgogne Franche-Comté, Edf Collectivités, la Caisse des dépôts et la Fédération française du bâtiment organisent un colloque consacré à la rénovation énergétique des bâtiments publics à Besançon, en présence de 70 participants.

… 3e trimestre

18 juin : Le Sénat adopte à l'unanimité la proposition de loi sur les SemOp.

1er juillet : Promulgation de la loi sur les SemOp.

2 juillet : Pluie d'événements lors de la **Rencontre nationale des Epl** qui réunit plus de 160 participants à Paris : déjeuner-débat avec **André Vallini**, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale ; dialogue avec **Henri Emmanuelli**, président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts ; **Club des présidents et administrateurs d'Epl** consacré aux opportunités offertes par la Spl pour mettre en œuvre les projets de mandat ; **Forum des directeurs** sur les nouvelles techniques de management et notamment l'intelligence émotionnelle, sans oublier **l'Assemblée générale ordinaire** de la FedEpl.

2 au 5 juillet : Voyage d'études « Une ville et ses Epl » à Vienne.

16 juillet : Audition parlementaire de la FedEpl par les députés **Audrey Linkenheld** et **Jean-Marie Tétart**, dans le cadre de la loi relative à la mobilisation du foncier public.

22 juillet : Jean-Léonce Dupont s'entretient avec **George Pau-Langevin**, ministre des Outre-mer, à propos du projet de loi de finances pour 2015 et du maintien du dispositif de défiscalisation jusqu'en 2017.

31 juillet : Jean-Léonce Dupont et **Christian Eckert**, secrétaire d'Etat au Budget, se concertent à propos du projet de loi de finances pour 2015.

A l'initiative du député **Jean-Claude Fruteau**, un amendement sera adopté prolongeant jusqu'en 2018 l'exonération de TFPB sur les logements sociaux.

Septembre : 14 assises régionales irriguent le territoire et rassemblent 230 participants. Elles confirment l'appropriation par les adhérents du plan stratégique « Epl Territoires 2020 ».

Septembre : Parution du baromètre Eplscope 2014 confirmant le dynamisme de la gamme Epl.

10 septembre et 10 décembre : Les deux premières Rencontres nationales de promotion des SemOp à Paris réunissent 300 participants au total.

24 septembre et 20 novembre : La Fédération des Epl est auditionnée par les sénateurs **Hyest** et **Vandierendonck**, rapporteurs du projet de loi NOTRe.

… 4e trimestre

1er octobre : Rentrée de la promotion Gustave Eiffel, 2014-2015, d'HEC-Epl management.

6, 7 et 8 octobre :

Journée des Epl Outre-mer en amont du Congrès en présence de **George Pau-Langevin**, ministre des Outre-mer, et de plus de 150 participants. Les deux sujets phares : la réforme territoriale et l'offre touristique dans les Outre-mer.

Le Congrès des Epl et le Salon du développement local élisent pour la 1re fois domicile à Deauville autour de trois enjeux majeurs : l'accueil des nouveaux élus locaux, l'implication croissante des Epl dans le secteur du tourisme et la montée du phénomène métropolitain. Plus de 1 200 participants, en présence de 2 ministres.

Jacques Chiron, sénateur de l'Isère, est élu à l'unanimité président de la Fédération. Il succède à Jean-Léonce Dupont.

Trophées des Epl 2014 : Quatre entreprises sont distinguées : **Sodegis** (La Réunion), **la Sem Seenergie** (Manche), **Lyon Parc Auto** (Rhône) et la **Sogima** (Bouches-du-Rhône).

Le Conseil des Fédérations régionales détermine les deux axes prioritaires du mouvement régional pour 2015 : redéployer le réseau des présidents d'Epl suite aux élections de 2014 et poursuivre la promotion des Epl auprès des collectivités.

21 octobre : Rendez-vous avec le cabinet du Premier ministre à propos de la réforme territoriale et de l'éligibilité de toutes les Epl aux 20 milliards sur fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts.

24 octobre : Présentation des atouts des Epl par **la Fédération des Epl de Paca** lors du Congrès de l'Association des maires de Corse-du-Sud à Ajaccio, en présence de 120 élus.

29 octobre : Conférence de presse du nouveau président de la FedEpl à Paris.

29 octobre : Remise des labels CEEP-CSR à Milan : 7 Epl labellisées (Nantes Métropole Gestion Equipement, Semaest, Sequano Aménagement, Serl, Sic, SIDR, Sodegis).

13 novembre : Audition de **Jacques Chiron** par le **préfet Bérard**, chargé de la mise en place de la dépénalisation du stationnement.

19 novembre : Le Conseil d'administration renouvelle l'ensemble des Commissions et Comités de la Fédération.

27 novembre : Séminaire commun de la FedEpl et des Chambres régionales des comptes d'Ile-de-France, de Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.

4 décembre : GrDF et **la Fédération régionale des Epl Auvergne, Centre, Limousin,** organisent un débat à Orléans sur les bonnes pratiques et les avancées en matière de quartiers durables, en présence de 70 participants.

9 décembre : La Fédération des Epl est auditionnée par le **Préfet Duport** dans le cadre du projet de loi sur l'activité et la croissance.

Les indicateurs…

… du mouvement

1 220 Entreprises publiques locales
12,15 milliards d'€ de chiffre d'affaires

Au 1er Mars 2015, La Fédération des Epl recensait 1 220 Epl (**991 Sem** et **229 Spl**), soit un solde positif* de 31 Epl au cours des 12 derniers mois. Les Spl sont en nette progression, tandis que le nombre de Sem tend à se maintenir.

Ces chiffres témoignent d'une réelle résistance du mouvement des Epl dans un contexte politique bien particulier en 2014 : élections municipales, baisse des concours financiers de l'Etat et refonte territoriale. Avec 10 nouvelles Epl créées au cours des 6 derniers mois, les élus locaux semblent confirmer leur intérêt pour le modèle Epl, malgré un changement de majorité dans de nombreuses communes et intercommunalités.

La croissance du nombre d'Epl depuis fin 2013 concerne presque tous les secteurs d'activité, avec des progressions significatives dans l'aménagement (+ 12 Epl), l'environnement et les réseaux (+ 10 Epl) et les services à la personne (+ 10 Epl).

73 500 emplois directs

73 500 salariés travaillent à travers les Epl au service de l'intérêt général dans des secteurs aussi variés que l'aménagement, la construction, le tourisme, la culture, les transports, l'énergie et l'environnement.

181 projets de création d'Epl

Deux projets sur 3 sont portés par le bloc communal et intercommunal, principalement dans des activités de nature touristique (32 %) et environnementale (30 %).

Sur ces 181 projets, le choix du statut Spl est prépondérant à 47 %, contre 37 % pour le statut Sem ; 8 % des cas concernent des SemOp, et pour les 8 % restants, le statut est non déterminé.

Depuis le 1er juillet 2014, date de publication de la loi SemOp, on note que 15 projets de ce type sont en cours de réflexion.

_____

Source EplScope
** Différentiel entre les nouvelles Epl recensées et les disparitions/défaillances constatées sur la période.*

…de la Fédération

710 membres

A la fin de l'année 2014, la Fédération compte **710** Epl adhérentes dont 578 Sem, 107 Spl et 25 Spla.

Par ailleurs, elle compte **24 collectivités locales** pré-adhérentes (porteuses de projet).

En 2014, elle a enregistré 19 pré-adhésions, 54 nouvelles adhésions, et 51 radiations.

3 589 K€ de cotisation

Le montant total des cotisations représente 54,7 % des ressources de la Fédération. Leur montant encaissé au titre de l'exercice 2014 s'élève à 3 534 K€, soit un taux de recouvrement de 87,9 %.

Au titre de 2014, le montant moyen de cotisation d'adhésion acquittée par les Epl à la Fédération s'établit à 5 860 €.

En dehors des cotisations, les principales ressources de la Fédération proviennent pour 20,5 % de la contribution de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS), et à 22 % de ses ressources « commerciales ».

Avec un effectif de 42,5 équivalents temps plein (contre 42 en 2013), les charges de personnel représentent près de 55,4 % des dépenses d'exploitation. Elles sont couvertes par les cotisations à hauteur de 97,3 % (taux de couverture des charges de personnel « permanent »).

Epl Territoires 2020

Le plan d'action 2014, défini par le Bureau du 22 janvier 2014, traduit la mise en œuvre opérationnelle des orientations de la nouvelle stratégie de la FedEpl adoptée par le Conseil d'administration du 7 mars 2012 à l'initiative de Jean-Léonce Dupont, sous le nom « d'**Epl Territoires 2020** ».

Cette stratégie affirme que la vocation de la Fédération repose sur **3 piliers** :

- **le rôle politique,** c'est-à-dire le lobbying mais aussi la veille et la prospective, pour permettre aux Epl d'intervenir dans les conditions les plus favorables,

- **l'action territoriale,** la promotion de la réponse Epl auprès des élus, et l'accompagnement des collectivités locales dans leurs projets portant sur les Epl existantes ou susceptibles d'être créées,

- **le service à l'adhérent,** qui doit davantage s'orienter vers la préparation de l'avenir, et donc vers l'expertise intermétiers et l'animation transversale.

Le rôle politique

La veille stratégique, politique et prospective est le premier axe défini par « Epl Territoires 2020 ». Il vise à garantir aux adhérents de la Fédération le meilleur cadre d'intervention, à anticiper au mieux les nouveaux métiers, montages et financements, ainsi que les évolutions de conjoncture.

Stratégie proactive de lobbying

→ Les dossiers prioritaires de 2014

En 2014, la FedEpl a poursuivi sa stratégie proactive en donnant la priorité à **cinq dossiers**.

1- La loi de finances 2015 et le projet de loi de finances rectificatives de 2014 :

Les actions et rencontres de la FedEpl auprès des ministères et parlementaires ont conduit à l'adoption d'un amendement prolongeant jusqu'en 2018 l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elles ont aussi permis le maintien de la défiscalisation en Outre-mer jusqu'en 2017.

2- La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) :

La Fédération s'est activement mobilisée en faveur de dispositions aboutissant à faire des Sem immobilières des organismes de logement social à part entière (règles comptables et fiscales, rapprochements). La loi Alur a permis également de rétablir le mandat d'études en aménagement.

3- La réforme territoriale :

La loi de modernisation de l'action publique territoriale (Mapam) :

Le Conseil d'administration de la FedEpl a suivi de près les discussions autour du projet de loi Mapam promulguée en janvier dernier. Avec la mise en place des métropoles et notamment du Grand Paris, le Conseil d'administration a étudié les différents positionnements envisageables par les Epl. Pour cela, il a organisé une journée Epl Expertise en présence de **René Vandierendonck**, rapporteur du texte au Sénat en avril. En mai, il a adopté une motion diffusée auprès des présidents et dirigeants d'Epl des 14 métropoles. Pour ce qui concerne plus particulièrement le Grand Paris, la Fédération régionale d'Ile-de-France, présidée par **Patrick Jarry** puis à partir de septembre par **Hervé Marseille**, s'est mobilisée, multipliant les rendez-vous auprès des ministères concernés en mars et du préfet d'Ile-de-France. La Fédération régionale a obtenu de siéger au Conseil des partenaires de la mission de préfiguration du Grand Paris et de participer à divers groupes de travail.

La loi relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) :

La FedEpl s'est particulièrement mobilisée sur les dispositions de la loi pouvant impacter les Epl, étudiant aussi des mesures favorables pouvant être introduites dans le texte. Après plusieurs rencontres ministérielles, le Conseil d'administration de la FedEpl a par ailleurs adopté un avis alertant les pouvoirs publics sur les graves incertitudes pesant sur l'avenir des Epl départementales : en novembre une étude a été lancée sur les Epl départementales et régionales. Ces messages ont été portés auprès des rapporteurs du texte au Sénat, **René Vandierendonck** en septembre et **Jean-Jacques Hyest** en novembre.

4- La transition énergétique :
La Fédération des Epl a été particulièrement attentive au projet de loi sur la transition énergétique. En mars, un rendez-vous avec le **cabinet du ministre de l'écologie** a donné le signal d'une concertation régulière avec le gouvernement et le monde bancaire. Celle-ci a abouti à l'adoption par l'Assemblée nationale en 1re lecture d'une série d'amendements portés par **Philippe Bies** sécurisant l'intervention des Sem et Spl en matière de tiers financement et de certificats d'économie d'énergie. Le Sénat, grâce à la mobilisation de **Jacques Chiron** et **Charles Revet**, a complété et sécurisé, en 1re lecture, l'intervention des Epl en reconnaissant la possibilité de recourir au crédit pour le compte de leurs clients (intermédiation bancaire).

5- Le financement :
La FedEpl a multiplié les initiatives et actions de lobbying. Elle a poursuivi sa mobilisation en faveur des Epl, demandant l'éligibilité des Epl à BPI France, à la BEI, et l'accès aux fonds structurels et d'épargne de la Caisse des dépôts. Elle a également continué de se mobiliser pour que les Epl bénéficient d'une notation spécifique par la Banque de France. Pour sensibiliser les autorités à cette problématique, la FedEpl a notamment rencontré **Henri Emmanuelli**, président de la commission de surveillance de la CDC en juillet, puis en octobre, **Philippe Mahé**, conseiller auprès du premier ministre sur la décentralisation. Une concertation étroite et régulière a été mise en œuvre avec la CDC.

→ Densifier le réseau des parlementaires

Densifier et animer le réseau des parlementaires proches de la FedEpl est une action permanente de la Fédération. Cette année 15 rendez-vous ont été organisés avec de nouveaux élus. Le 30 avril, la FedEpl a également proposé une rencontre d'échange avec 4 candidats aux élections européennes sur le thème « Les services d'intérêt général entre crises et relance économique ».

→ Dialoguer avec le gouvernement

La FedEpl a poursuivi le dialogue et la concertation avec les cabinets ministériels et élargi ses contacts auprès des directions des ministères et des agences de l'Etat.

Tout au long de l'année des rendez-vous ont été organisés avec différents cabinets des ministères : décentralisation, transports, logement, commerce et artisanat, écologie, Outre-mer et cabinet du premier ministre, ainsi qu'avec de nombreuses directions des ministères : la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature ; la Direction générale des collectivités locales, la Direction générale des entreprises, et la Direction des affaires juridiques de Bercy.

Poursuivre la stratégie de gamme engagée en 2004

→ Finaliser l'introduction des Sociétés publiques locales

Urbanisme et Spl d'aménagement, offices de tourisme, contrôle analogue… la Fédération a mis l'accent en 2014 sur la finalisation de l'introduction des Spl dans l'arsenal législatif et réglementaire français. Une concertation transversale a été instaurée sur ces sujets avec la Direction générale des collectivités locales (DGCL) et la Direction des affaires juridiques (DAJ) de Bercy. **André Vallini**, secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale, a été sensibilisé par **Jean-Léonce Dupont** en mai et en octobre sur la sécurisation des offices de tourisme et des Spl d'aménagement.

→ Les Sociétés d'économie mixte à opération unique (SemOp)

La FedEpl a poursuivi son travail d'accompagnement et d'expertise tout au long de la procédure ayant conduit le 1er juillet à la publication de la loi permettant la création de Sociétés d'économie mixte à opération unique. Pour la FedEpl, il s'agissait d'élargir la gamme des Epl en mettant en place une structure permettant, sous maîtrise publique, un nouvel équilibre entre les collectivités locales et les opérateurs privés de service public.

Plusieurs faits marquants ont jalonné cette année 2014. Tout d'abord une audition en avril de la FedEpl par le rapporteur à l'Assemblée nationale, **Erwann Binet**. Le texte a ensuite été adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale le 7 mai, avec le soutien du Gouvernement, avant d'emporter également l'ensemble des voix au Sénat le 18 juin.

Pour la FedEpl, il s'est alors agit d'accompagner les collectivités à travers l'élaboration de documents types tels que la délibération de collectivités locales, le cahier des charges de l'appel d'offre, les statuts, les pactes d'actionnaires, etc. Une plaquette de présentation a également été éditée en juin, suivie en octobre d'un nouveau document « SemOp, vrai ou faux ? ».

Dans la foulée, la Fédération a mobilisé ses ressources afin d'identifier et d'accompagner les premiers projets de création.

Pour faciliter l'appropriation rapide des collectivités locales, deux rencontres Epl Ressources sur les SemOp ont été organisées en septembre et décembre, rassemblant au total 300 participants, dont les principaux protagonistes de cette proposition de loi dans les deux Chambres.

Accompagner la transposition des directives européennes

La Fédération a souhaité participer activement à la transposition des directives européennes marchés et concessions dans le droit français afin qu'elles impactent les Epl dans les meilleures conditions (délégations de service public, concessions d'aménagement, *in house*).

La position adoptée par le Bureau de la FedEpl a été largement diffusée dès le mois de janvier. Des rendez-vous ont eu lieu avec le ministère de la décentralisation, la Direction générale des collectivités locales ou encore la Direction des affaires juridiques de Bercy de mars à décembre. La DAJ était d'ailleurs présente au mois de mai à l'occasion de la journée Epl Expertise dédiée à cette thématique.

Enfin, l'Association des maires de France (AMF), l'Assemblée des communautés de France (ADCF) et le syndicat national des Directeurs généraux des services des collectivités locales ont pris des positions convergentes sur ce dossier.

Structurer des relations pérennes avec les associations d'élus

La qualité des liens avec les associations d'élus constitue pour la Fédération un enjeu de premier ordre. La démarche de la Fédération est de centrer les relations avec chaque association autour d'une thématique avec un objectif annuel.

→ L'Assemblée des communautés de France (AdcF) :

Le partenariat a permis la publication d'une étude conjointe « Spl et dynamiques territoriales » diffusée en juillet à l'ensemble des adhérents de l'AdcF et de la FedEpl, ainsi qu'aux parlementaires. Tout au long de l'année les deux organisations ont tenu des réunions communes. Le directeur général de l'AdcF est notamment intervenu devant le Conseil d'administration de la Fédération des Epl d'Ile-de-France le 15 janvier, et dans le cadre de la journée Epl Expertise dédiée à la loi Mapam le 3 avril.

→ L'Association des départements de France (ADF)

La FedEpl a participé à l'étude engagée par l'ADF sur l'ingénierie territoriale et l'action publique locale au plan départemental, étude finalisée et présentée en décembre.

→ L'Association des maires des grandes villes de France et l'Association des régions de France

Les travaux ont principalement porté sur la mise en place du tiers financement dans le cadre du projet de loi de transition énergétique.

→ L'Association des maires de France (AMF)

L'Europe, telle a été la thématique sur laquelle ont travaillé conjointement l'AMF et la FedEpl en 2014. Les deux associations ont organisé une concertation régulière sur la transposition des directives européennes relatives aux concessions et aux marchés publics. Deux rendez-vous de concertation se sont déroulés en avril et octobre tandis que l'AMF est venue participer en mai à la journée Epl Expertise sur les directives marchés et concessions et à la 1re rencontre nationale sur les SemOp en septembre.

→ Des concertations régulières

La Fédération a également souhaité engager une concertation régulière avec chacune de ces associations d'élus sur des thématiques plus transversales : l'enjeu que constitue la SemOp, les opportunités nouvelles qu'offre la Sem immobilière ainsi que la transposition en droit français des directives marchés et concessions.

Densifier les relations avec les organismes et fédérations proches

→ Urbanisme, logement et ville

La Fédération s'est régulièrement concertée avec les principaux acteurs du secteur, parmi lesquels l'Union sociale pour l'habitat (rendez-vous avec le **Président Dumont** le 2 octobre), Qualitel, l'Anil, le Club de l'accession à la propriété, la Fédération nationale des agences d'urbanismes (FNAU), Syntec, l'Association des établissements publics fonciers locaux (signature d'une convention) et l'Institut national de recherche sur l'archéologie préventive (signature d'une convention).

→ Environnement et énergie

Des échanges ont été organisés avec Amorce (Association des collectivités locales et des professionnels sur la gestion des déchets), la Fnade (Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement) et les éco-organismes (Eco-emballages, Ecofolio, Ecosystèmes et Eco-mobilier).

→ Mobilité

La Fédération a accueilli le directeur général du Groupement des autorités responsables des transports (Gart) le 10 avril, lors de la rencontre Epl Expertise sur la loi Mapam, avant d'organiser le 12 juin une séance sur la SemOp, en présence de **Jacques Chiron**, au Salon de la mobilité de l'UTP (Union des transports publics et ferroviaires) et du Gart. Le dialogue a également porté sur la dépénalisation du stationnement.

→ Tourisme et culture

Des rendez-vous ont été organisés avec France Congrès, la Fnotsi (Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative) et le Snelac (Syndicat national des espaces de loisirs, d'attraction et culturels).

→ Outre-mer

La Fédération s'est entretenue avec l'USHOM (Union HLM Outre-mer) et la Fedom (Fédération des entreprises d'Outre-mer).

Déployer la fonction veille et prospective

La FedEpl a mis en place en 2012 une mission veille et prospective. En 2014, cette fonction a poursuivi sa montée en puissance.

→ Epl en ligne

Une rubrique « conjoncture » a été ajoutée sur le portail d'information réservé aux adhérents, pour mieux appréhender le contexte notamment économique dans lequel évoluent les Epl. 10 articles ont été publiés en 2014.

→ Enquêtes

Deux enquêtes ponctuelles ont été réalisées auprès des Epl. Elles permettent d'alimenter les travaux et réflexions de la FedEpl et d'identifier les bonnes pratiques. Les thématiques traitées en 2014 :

- l'emploi dans les Epl, qui a fait notamment ressortir le recrutement de **8 100 salariés** par 717 Epl, dont 600 emplois d'avenir par 146 Epl ;
- l'implication des départements et des régions dans les Epl afin d'identifier les impacts possibles du projet de loi NOTRe.

→ Etudes prospectives

La Fédération a engagé des études prospectives sur deux thématiques : une étude transversale sur le pilotage des opérateurs des collectivités en France et en Europe, et une étude de marché dans le champ du tourisme, de la culture et des loisirs dont la 1re partie a été publiée début 2015.

→ Eplscope

Le baromètre des Epl, Eplscope, a été publié en septembre. Une version allégée, et une autre sur les Epl normandes, ont également été produites.

Diffuser de la doctrine

La Fédération entend développer et systématiser l'aboutissement de ses actions de lobbying et de veille stratégique en produisant et diffusant des éléments de doctrine.

→ Production de guides

La Fédération a publié en 2014 (ou préparé pour publication début 2015) **11 ouvrages**. Ces productions sont réparties en 4 collections :

- *Etudes et perspectives :*
  - Etude de marché tourisme, culture et loisirs
- *Observatoire* :
  - Observatoire des Sem immobilières 2014
  - Eplscope Light

- Eplscope 2014 avec une déclinaison normande
    - Panorama des Epl en Europe
    - Annuaire 2014 des Epl
    - Guide des Epl Outre-mer 2014.
- *Mode d'emploi :*
    - Marchés
    - Vadémécum du financement des Epl
    - Filiale version 2
- *Stratégie :*
    - Spl et dynamiques territoriales (avec l'AdcF)

→ Information et consultation des adhérents

La FedEpl a pour ambition d'informer et de consulter ses adhérents de manière permanente. Pour cela, elle dispose de trois principaux vecteurs :

- **Une newsletter hebdomadaire** « Epl en ligne » (43 publications en 2014).
- Les **commissions permanentes**.
- Des **notes ou fiches**, parmi lesquelles les résultats des enquêtes ponctuelles.

→ Accompagnement personnalisé des adhérents

La Fédération mène des actions d'accompagnement des adhérents afin de les aider à s'approprier les conclusions et préconisations des études stratégiques sectorielles. En 2014 trois thèmes ont été traités **: l'immobilier, l'action publique locale au niveau départemental et le tourisme**.

→ Journées d'information

6 journées d'information ont été organisées rassemblant plus de 700 personnes.

- **4 journées Epl Expertise**, axées sur le lobbying de la Fédération, sur les thèmes suivants : la loi de finances 2014 en janvier (100 participants), la loi Alur (120 participants) et la loi Mapam en avril (80 participants), les directives marchés et concessions en mai (90 participants).
- **2 journées Epl Ressources**, axées sur la promotion de la gamme des Epl, et en particulier sur les SemOp en septembre et décembre (320 participants).

→ Promotion du mouvement Epl

La FedEpl impulse des actions récurrentes ou innovantes de promotion du mouvement Epl.
En 2014, elle a notamment :

- Intensifié sa présence sur les réseaux sociaux : **120 tweets et 200 abonnés supplémentaires** (300 tweets et 400 abonnés au total),
- restructuré le portail d'information Eplenligne.fr dédié à ses adhérents ainsi que sa newsletter hebdomadaire,
- organisé les **Trophées 2014**,
- développé les contenus (144 articles) et l'audience du site **servirlepublic.fr** (133 646 lecture) dédié à l'actualité des Epl,
- diffusé **14 communiqués de presse,** tenu 2 conférences de presse pour un total de 350 retombées presse,
- enregistré près de **600 000 visites** sur ses sites internet,
- publié une nouvelle plaquette présentant le mouvement des Epl.

L'action territoriale

L'action territoriale constitue le deuxième axe défini par « Epl Territoires 2020 ». Il s'agit pour la Fédération d'assurer la promotion de la réponse Epl auprès des élus et l'accompagnement des collectivités locales dans leurs projets portant sur les Epl existantes ou susceptibles d'être créées. Cette action, conduite en partenariat avec les Fédérations régionales, vise à inciter à opter pour la gamme Epl, à partir des sociétés existantes ou à créer.

Développer une veille active des territoires en mouvement

La Fédération a poursuivi ses actions de veille active des territoires en mouvement comme des projets émergents. Elle a réalisé :

- **135 rendez-vous avec des présidents et administrateurs élus d'Epl**, principalement avec des nouveaux présidents élus dans la foulée des élections municipales et communautaires de mars 2014,
- **115 rendez-vous avec des élus et fonctionnaires territoriaux**, dont 50 rendez-vous avec des conseils généraux et régionaux.

Elle a également organisé **9 tournées dans des territoires à fort « potentiel Epl »** dans la foulée des élections municipales : à Rouen, en Isère, à La Réunion, à Lyon, à Bordeaux, à Amiens, à Brest, en Corrèze et à Rennes. Cette action est organisée en s'appuyant sur le réseau des 16 Fédérations régionales d'Epl en métropole et en Outre-mer.

10 nouveaux présidents régionaux ont été élus en 2014 :

- **Pascal Bironneau**, maire de Saint-Loup-Lamairé et conseiller général des Deux-Sèvres, en Poitou-Charentes
- **Olivier Bitz**, adjoint au maire de Strasbourg et conseiller général du Bas-Rhin, en Alsace
- **Jean-Yves Bourgois**, conseiller municipal d'Amiens et conseiller communautaire d'Amiens Métropole, en Nord-Pas-de-Calais Picardie
- **Gilles Broquère**, maire de Fenouillet et conseiller communautaire de Toulouse Métropole, en Midi-Pyrénées
- **Philippe Dunoyer**, adjoint au maire de Nouméa et conseiller de la Province Sud, en Nouvelle-Calédonie
- **Jean-Luc Gaudin**, maire de Pont-Péan et vice-président de Rennes Métropole, en Pays de Loire-Bretagne
- **Marc-André Hoarau**, adjoint au maire de Saint-Paul et conseiller communautaire du Territoire Côte Ouest, Océan indien
- **Hervé Marseille**, sénateur-maire de Meudon, en Ile-de-France

- **Yvon Robert**, maire de Rouen et vice-président de Métropole Rouen Normandie, en Normandie
- **Alexandra Schalk-Petitot**, adjointe au maire de Tours, en Auvergne-Centre-Limousin

Ancrer la FedEpl comme un centre de ressources pour les territoires

La Fédération entend se positionner durablement comme centre de ressources grâce à la mise en place d'une « offre élus » attractive. En 2014, différentes actions ont été conduites :

- Production **du guide « Spl et dynamiques territoriales »**, en partenariat avec l'Assemblée des communautés de France diffusé en juillet.
- Organisation des **formations** dédiées aux élus, présidents et administrateurs d'Epl, centrées sur la gamme Epl : **13 sessions** ayant rassemblé 90 participants.
- Organisation d'un **Club des présidents et administrateurs** d'Epl ayant rassemblé 55 participants en juillet.
- Organisation **d'Assises régionales** dans chaque Fédération régionale en septembre : 14 assises régionales ont rassemblé 230 participants. L'objectif était de permettre aux présidents et dirigeants de s'exprimer sur les nouvelles orientations du mouvement des Epl.

  La synthèse a été présentée au Congrès de Deauville par **Vincent Fuster.** Elle traduit un fort soutien des adhérents à Epl Territoires 2020.
- Organisation d'un **parcours** dédié aux élus et permanents des collectivités territoriales lors du **Congrès** début octobre avec la participation de 260 élus et dirigeants territoriaux.
- Organisation d'un **voyage d'études à Vienne** sur le thème « une ville et ses Epl ».

Positionner la FedEpl auprès des porteurs de projets d'Epl

Malgré la période électorale, la FedEpl a maintenu une dynamique d'identification de projets, d'évaluations et de préadhésions : **119 projets identifiés, 89 évaluations et 19 nouvelles pré-adhésions.**

Elle a également mis en place une offre globale « d'appui aux projets et aux naissances » (APN), du diagnostic préalable au projet jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle de l'Epl durant sa 1re année d'exercice. Celle-ci doit favoriser la fidélisation de la relation à la FedEpl. La Fédération a ainsi participé à 4 assemblées générales constitutives d'Epl et édité une plaquette valorisant cette offre « APN ».

La FedEpl a souhaité en 2014 développer son expertise sur la problématique « création d'Epl et volet ressources humaines » en se lançant dans la production d'un livret fiscal et d'un livret social qui seront édités en 2015.

14 argumentaires ont également été produits sur la réponse Epl dans un certain nombre de métiers : eau et assainissement ; développement économique ; revitalisation artisanale et commerciale ; énergie ; petite enfance, santé et social ; office de tourisme ; environnement ; déchets ; relance de la construction et rénovation du parc de logements ; développement d'une production locale ; centres de congrès, parcs des expositions et salles zénith ; culture ; stationnement ; aéroports.

Enfin, une nouvelle procédure de préadhésion avec un barème différencié en fonction du nombre d'habitants de la collectivité porteuse du projet de création, a été mise en œuvre dès janvier 2014.

Le service à l'adhérent

Le troisième axe d'« Epl Territoires 2020 » prend en compte la mutation des Epl. Des évolutions émergent : nouvelles formes d'économie mixte, groupes d'Epl, intermétier (50 % des Epl envisagent de diversifier leur activité), alliances et mutualisations, nouveaux modes de financement et de management, concurrence croissante. La Fédération a recentré son offre de services à l'adhérent pour mieux accompagner ses adhérents dans la préparation de leur avenir.

Accompagner les nouveaux adhérents

→ Accueil personnalisé des nouveaux adhérents

Nouvelle création d'Epl, nouvelle adhésion, nouveau directeur d'une Epl existante… la Fédération entend favoriser l'intégration des nouveaux adhérents à son réseau par un accueil personnalisé. Pour ce faire, elle a en 2014 :

- Organisé **43 rendez-vous post création** d'Epl et **23 autres de bilan à N+1**,
- Reçu 15 personnes à la rencontre d'accueil des nouveaux dirigeants en juin,
- Formé **20 dirigeants** lors du nouveau module d'Epl management dédié aux nouveaux dirigeants d'Epl à HEC en novembre.

→ Des services dédiés au premier exercice d'une nouvelle Epl

Pour favoriser la mise sur orbite juridique de la nouvelle entité, la FedEpl propose des services dédiés, notamment une permanence juridique quotidienne (droit des sociétés, fiscalité, gouvernance).

Structurer l'animation du réseau des Epl

La Fédération a développé un programme annuel d'animation professionnelle alliant événements (clubs pérennes, séminaires ponctuels, journées d'information Epl réseau…) et production de documents ressources.

→ Intermétiers

De nombreux thèmes d'intérêt commun à des Epl relevant de secteurs d'activité différents ont été abordés en 2014 au cours des travaux des Commissions, Comités, Clubs et autres événements de la FedEpl :

- **Transition énergétique** : séance au congrès de Deauville sur la fin du tarif réglementé de l'énergie (60 participants)
- **Energies renouvelables** : réunion de l'Anseme (énergie), que préside **Patrick Kinder,** le 19 mars sur les modèles allemands en matière d'énergie et le 22 octobre sur les directives marchés et concessions ; Club EnR sur l'hydroélectricité le 16 septembre et sur le financement de la méthanisation le 18 septembre, sous la présidence d'**Emmanuel Jullien**.

- **Tourisme et attractivité des territoires :** Commission tourisme le 30 janvier sur l'actualité législative, les travaux du Conseil National du Tourisme et les Assises du tourisme, les clusters ; Club tourisme le 6 juin sur le mécénat, le bilan marketing des sites culturels et l'étude tourisme ; séance au congrès sur l'investissement dans le tourisme (60 participants)
- **Mobilité et ville durable** : séance au congrès de Deauville (60 participants)
- **Economie circulaire** : Club déchets le 21 mars sur la gestion des déchets et l'aménagement des nouveaux quartiers, et le 18 novembre sur le tri des déchets en habitat collectif.
- **Services à la personne** : Commission santé le 20 novembre sur la petite enfance, le vieillissement et le financement sous la présidence de **Charles Descours**.
- **Revitalisation artisanale et commerciale, revitalisation des centres bourgs, nouveau programme national de renouvellement urbain** : des sujets abordés dans le cadre des commissions Aménagement et renouvellement urbain des 3 juin et 22 novembre, sous la présidence de **Jean-Marie Sermier.**
- **Rénovation urbaine et habitat ancien** : 4 réunions du Forum de l'Habitat privé, le 7 février (traitement des copropriétés et recyclage), le 13 juin (politiques de l'habitat privé), le 21 novembre (la rénovation énergétique), le 28 novembre (les programmes locaux de l'habitat).
- **Attractivité des territoires par l'économie** : journée Epl Réseau le 11 décembre (55 participants).

→ Transversal

La FedEpl s'est également attachée à traiter des thèmes transversaux liés à la vie de l'entreprise et susceptibles d'interpeller toutes les Epl :

- **Contrôle analogue** : Séminaire annuel Spl/Spla le 30 janvier (30 participants).
- **Mutualisation entre Epl** : séance au Congrès de Deauville.
- **RSE** : 7 Epl labellisées Discerno 2014 lors de la remise des prix le 28 octobre à Milan.
- **Financer autrement** : Séance au congrès de Deauville « mon banquier ce partenaire » présidée par **Mireille Flam** (200 participants) ; journée Epl Réseau « financer autrement » le 16 avril sur la relation entre l'Epl et son banquier, le rôle du banquier administrateur d'Epl (30 participants).
- **Gouvernance** (avant et après les élections) : 6 séminaires depuis le 1er janvier, ayant rassemblé 126 participants à Paris (14 janvier), Lille (21 janvier), Saint-Denis de La Réunion (28 janvier), La Saline (29 janvier), Nantes (21 février), et Lyon (25 février).
- **HEC-Epl management** : 25 auditeurs à Epl Management Corpo (4 au 7 février); Remise des diplômes à la promotion Hundertwasser (6 février) ; 20 auditeurs au nouveau module « nouveaux dirigeants » (20 et 21 novembre).

- **Management** : participation d'**Anne-Marie Couderc**, présidente du pôle sphère publique du Medef à Epl + le 17 septembre, sous la présidence de **Jean-Marie Sermier** (40 participants) ; Journée Epl Réseau « gestion de la fin de carrière » (30 participants).
- **Europe** : Audition des candidats aux Européennes le 30 avril par **Mireille Flam** et **Pascal Bolo** (40 participants) ; 20 participants au voyage d'études à Vienne (3 au 5 juillet).
- **Club des Daf** : les garanties bancaires, l'éthique et l'évolution des marchés financiers, le 3 juillet à Nanterre (100 participants) ; séance au Congrès de Deauville sur l'actualité fiscale et comptable (90 participants).

Accompagner au renouvellement ou à l'attribution nouvelle de délégations de service public

La Fédération a organisé en mars 2014 une journée Epl Réseau consacrée au lancement de l'accompagnement de la FedEpl en matière de préparation de la délégation de service public (DSP). Elle a été suivie par un cycle de trois autres journées spécifiquement centrées sur la fiscalité, la mutualisation et le transfert de personnels, sur le business plan et sur les fondamentaux du contrat de DSP. Plus d'une centaine de dirigeants ont assisté à ces différents rendez-vous.

Un support présentant cette offre d'accompagnement a été diffusé mi-juin.

Développer une relation de proximité avec l'adhérent

En 2014, **150 adhérents** ont fait l'objet de visites personnalisées de la Fédération qui entend poursuivre la priorité donnée à la relation de proximité avec ses membres, lui permettant d'être à la fois à l'écoute et proactive.

Accompagner l'appropriation de la gamme Epl par les adhérents

Pour promouvoir l'ensemble de la gamme Epl à ses adhérents et leur faire connaître les opportunités entre les différents statuts (Spl ou Sem adossée, filiale, passage d'un type d'Epl à un autre, dédoublements, GIE), la Fédération a assuré une permanence quotidienne auprès de ses adhérents et publié la **version 2 du guide sur les filiales de Sem** dans la collection « Mode d'emploi ».

Mettre en place « Epl Territoires 2020 » dans les Outre-mer

La Fédération a travaillé à l'amélioration de l'accès des Epl ultramarines à l'ensemble de ses activités, notamment en présentant ses programmations très en amont et en mettant ses ressources en ligne. Parmi les événements organisés :

- **4 réunions de la Commission Outre-mer** (21 février, 17 avril, 1er juillet et 24 novembre) consacrées à la défiscalisation, au plan logement, à l'actualité européenne et à la préparation des évènements ultramarins de la FedEpl
- une **tournée à La Réunion** en juin et une autre à la Martinique en décembre.
- la **journée Outre-mer** du Congrès de Deauville avec plus de 150 participants.

Aider au recrutement

La Fédération met en ligne gratuitement les offres d'emploi des Epl, durant 3 mois. En 2014, **386 annonces** ont été diffusées aux 6 119 abonnés de la « mailing list emploi ».

144 Epl ont directement fait appel à ce service pour la diffusion de 212 offres d'emploi. Les autres offres sont parvenues à la Fédération via les cabinets de recrutement référencés : Light consultants, Leca RH et la Scet.

Epl assistance juridique

La mission Epl assistance juridique est une mission permanente de conseil juridique aux adhérents. En 2014, **1 130 questions** ont été traitées. **88 %** l'ont été en moins de 48 heures.

Autocontrôle et analyse financière

147 sociétés ont participé au dispositif d'autocontrôle des Sem Immobilières. **69 sociétés** ont fait l'objet d'une analyse sur place, soit près de 50% des sociétés analysées. Pour les sociétés ayant une activité logement importante à côté de leur activité d'aménagement, 12 analyses financières ont été réalisées dont 8 en Outre-mer.

L'analyse établit une situation financière en nette amélioration. Même si les fonds propres diminuent, l'autofinancement est en progression.

29 sociétés ont été identifiées en situation « difficile » ou « fragile », justifiant un accompagnement renforcé par la FedEpl.

Annexes

Adhésions

En 2014, la Fédération a enregistré **54 nouvelles adhésions** et **19 pré-adhésions.**

Il s'agit pour les 54 adhésions de :

01
Cap 3b aménagement (Bourg-en-Bresse)
Territoire d'innovation (Ferney-Voltaire)

06
Spl côte d'azur aménagement (Nice)

07
Office de tourisme du pays de l'hermitage et du tournonais (Tournon Sur Rhône)

13
Spl Te (Martigues)

14
Senacal (Caen)
Caen presqu'île (Colombelles)

15
Seml Moulin du teil (Le Rouget)

16
Spla Grand Angoulême mobilité aménagement (Angoulême)

17
Pompes funèbres publiques La Rochelle-Ré-Aunis (La Rochelle)

19
Brive tourisme agglomération Spl (Brive la Gaillarde)

25
Pays de Montbéliard immobilier d'entreprises (Etupes)

27
Spl du plateau de l'espace (Vernon)

28
Sem Celieno (Luce)

29
Saem Sodefi (Quimper)

Sotraval spl (Brest)

Sotraval Seml (Brest)

31
So Toulouse convention bureau (Toulouse)

34
Semper (Pezenas)

35
Société publique locale eau du bassin rennais (Rennes)
Spl services familles marches de Bretagne (Saint Etienne En Cogles)

38
Seml bois énergie de Trieves (Saint Michel Les Portes)

41
Spl Blois agglo stationnement (Blois)

42
Spl du pilat rhodanien (Pelussin)

44
Loire atlantique développement (Nantes)

45
Ingenov 45 (Orléans)

49
Spl Saumur agglopropreté (Saumur)

51
Société publique des couleurs (Sainte Menehould)

57
Spl Sarrebourg culture (Sarrebourg)
Metz métropole Moselle congrès (Metz)

58
Sem Nièvre énergies (Nevers)

59
Spl les ruches (Lille)

60
Société publique locale de promotion du compiégnois et de gestion du tigre (Compiègne)

67
Sem pole funéraire de Strasbourg (Strasbourg)

68
Sem des sources de Soultzmatt (Soultzmatt)
Spl enfance et animation (Ottmarshein)

74
O des aravis (Saint Jean De Sixt)

75
Sipenr (Paris)
Spl d'exploitation des énergies renouvelables Grigny-Viry-Chatillon (Paris)

76
Société publique locale parkings et aménagement (Rouen)

77
Marne et gondoire aménagement (Marne La Vallée)
Spl Melun Val de seine aménagement (Dammarie-Les-Lys)

78
Spl mantes en Yvelines développement (Buchelay)

79
Saeml 3d énergies (Niort)

85
Agence de services aux collectivités locales de Vendée (La Roche Sur Yon)

91
Sem génopole (Evry)

93
Saiem de Vaujours (Vaujours)
Spl plaine commune développement (Saint-Denis)
Société d'économie mixte Neuilly-Plaisance interaction (Neuilly Plaisance)

972
Transport de Martinique (Fort-De-France)

974
Sem estival (Saint-Benoit)
Spl sources et eaux (Petite Ile)
Spl énergies Réunion (Saint-Pierre)

Radiations

Durant l'année, le conseil d'administration a procédé à 51 radiations, parmi lesquelles des disparitions de sociétés et des sociétés en impayé de cotisation.

Il s'agit de :

03
Semga (Montluçon)

05
Semlore (Les Orres)

11
Pompes funèbres intercommunales du Lauragais (Castelnaudary)

12
Sem cité des insectes (Saint-Leons)

14
Seml Roc Environnement (Bayeux)

16
Semapex (Isle d'Espagnac)
Slec Canal 16 (Angoulême)

28
Semcadd (Dreux)

29
Saeml des Pfca (Brest)
Sotraval Saeml (Brest)

31
Sem Psp (Villeneuve de Rivière)
Valcosem (Labege)

32
Sempa Nogaro (Nogaro)

34
L'or aménagement (Mauguio)
Seaman (Montpellier)
Seml d'énergie Des Cévennes ardéchoises (Montpellier)

35
Rennes Cité Media (Rennes)

37
Enersieil (Tours)

42
Saem le parc thermal (Montrond-les-Bains)

49
Saeml Terra Botanica (Angers)

57
Amneville Galaxie (Amneville-les-Thermes)
Sarreguemines Confluences (Sarreguemines)

59
Saeml Teles Nord-Pas-de-Calais (Lille)
Triselec (Dunkerque)

63
Chatel développement (Chatel)
Eole-Lien Du Livradois-Forez (Saint-Gervais-sous-Meymont)
Spl Saviloisirs (Saint-Amand Roche Savine)

65
Saem de gestion des eaux thermales et ludiques (Loudenvielle)

66
Safu (Perpignan)

67
Alsabail (Strasbourg)

72
Manceliere logement (Le Mans)

73
Les forces du Bacheux (Saint-Etienne de Cuines)
Sogevab (Saint-Martin-de-Belleville)

74
Scidev (Scionzer)

77
Coquelicot 77 (Torcy)

78
Promopole Seml (Saint Quentin en Yvelines)
Slecansqca/Tvfil 78 (Guyancourt)

79
Sem des Halles (Niort)
Seml du Melusayen (Lezay)

83
Sarget (Roquebrune sur Argens)

85
Tv Vendée (Dompierre sur Yon)

94
Sofrechal (Fresnes)
Haut Val de Marne Développement (Sucy en Brie)

987
Saem d'abattage De Tahiti (Papeete)
Sofidep (Papeete)
Tahiti Nui Rava'ai (Papeete)
Tntv (Papeete)
Saem Sep (Fenua Ma Motu-Uta)
Vai Tama (Punaauia)

988
Sodil (Nouméa)
Sofinor (Nouméa)

Instances et organismes dont la Fédération est membre

La Fédération est présente dans de multiples instances et organismes dans lesquels elle relaie les qualités, les préoccupations et les propositions des Epl.

Instances nationales

→ Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)
→ Caisse de garantie du logement locatif social
→ Comité de suivi pour la mise en œuvre du droit au logement
→ Comité des organisations patronales des professions immobilières (COPI)
→ Comité des organisations représentant des employeurs de gardiens concierges et employés d'immeubles (COREGE)
→ Commission nationale de concertation
→ Conseil national de la montagne
→ Conseil national de l'habitat
→ Conseil national d'orientation de BPI France
→ Conseil national du tourisme
→ Conseil national du transport (comité de liaison pour l'accessibilité des transports)
→ Service national d'enregistrement des demandes de logement social (GIPSNE)

Organismes sectoriels ou professionnels

→ Anil (Agence nationale pour l'information et le logement)
→ Association HQE
→ Association Qualitel
→ Avenir Transport
→ CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique)
→ CEEP France
→ Cercle des délégués permanents à Bruxelles
→ Club ville aménagement
→ Forum des politiques de l'habitat privé
→ Institut de la gestion déléguée
→ Institut de recherches archéologiques préventives (INRAP)
→ IPSEC
→ Observatoire des risques juridiques des collectivités territoriales (SMACL)
→ Office professionnel de qualification des urbanistes (OPQU)
→ Union nationale du crédit coopératif

Liste des comités et commissions de la Fédération

Comités

→ Comité Audit et rémunérations

→ Comité Pilotage du congrès

→ Comité Stratégie

Commissions

→ Commission Aménagement et renouvellement urbain

→ Commission Développement économique et immobilier d'entreprise

→ Commission Europe

→ Commission Financement

→ Commission Logement

→ Commission Médico-social et services à la personne

→ Commission Mobilité

→ Commission Outre-mer

→ Commission Tourisme, culture, loisirs